

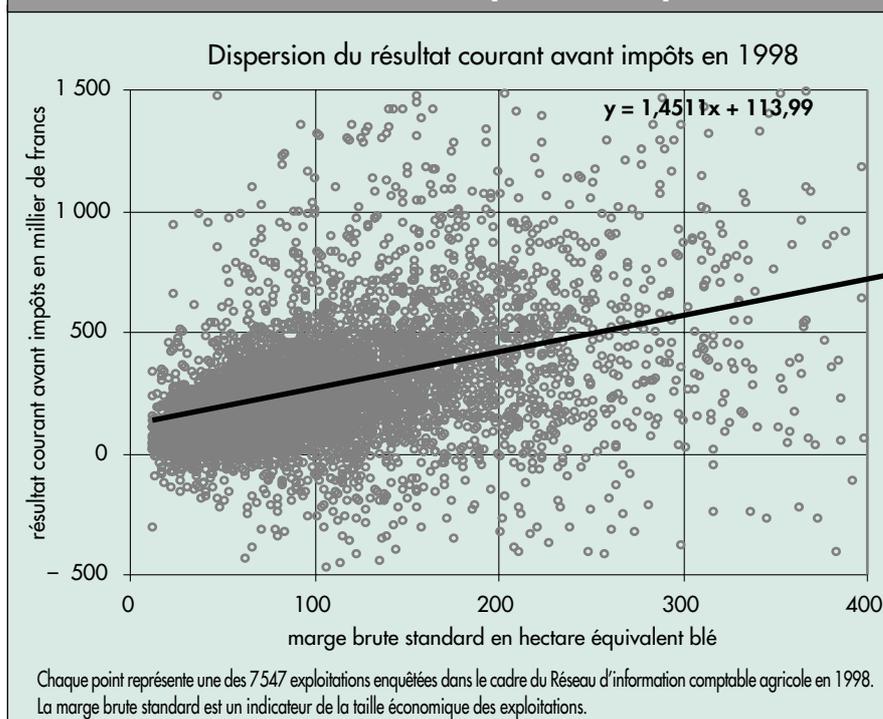
Les résultats courants avant impôts des exploitations du Rica en 1998

547 000 francs pour la viticulture sous AOC et 62 000 pour le hors sol

Les exploitations du Réseau d'information comptable agricole affichent une progression de 2,5 % de leur résultat courant avant impôts en 1998. Celui-ci varie de 62 000 francs pour les exploitations du hors sol à 547 000 pour celles de la viticulture d'appellation. Hors subventions d'exploitation, le résultat serait négatif pour 140 000 exploitations professionnelles.

■ L'année 1998 est satisfaisante pour les entreprises du Réseau d'information comptable agricole, qui sont représentatives des exploitations de plus de 12 hectares d'équivalent-blé. Leur résultat courant avant impôts augmente de 1,9 % en valeur courante soit 1,0 % en valeur réelle. Il s'élève en moyenne à 206 000 francs par exploitation avec de gros écarts entre les activités. Il atteint 62 000 francs dans la production hors sol, 140 000 dans la production de viande bovine, 226 000 dans les grandes cultures et 547 000 francs dans la viticulture d'appellation. En 1998, la production de l'ensemble des exploitations s'accroît de 2,5 %. Elle continue d'augmenter plus rapidement que l'ensemble de leurs charges dont la hausse se chiffre à 0,3 %. La quasi-stabilité de ces dépenses masque des évolutions diverses : une hausse de près de 8 % pour les produits phytosanitaires et

Le résultat économique est fortement lié à la dimension économique de l'exploitation



Source : Agreste - Rica, résultats provisoires 1998

les fournitures, et une chute de 4,5 % pour les achats d'aliments et d'énergie. Autre élément favorable au revenu : les subventions augmentent de 2,2 %. La hausse provient notamment d'aides exceptionnelles pour accident climatique en arboriculture fruitière et de la revalorisation des indemnités compensatoires de handicaps naturels. En 1998, la baisse des charges financières se poursuit grâce à un endettement maîtrisé et des taux d'intérêt qui restent modérés. En conséquence, la capacité d'auto-financement, qui mesure le flux de trésorerie potentiel de l'exploitation, augmente de 2,0 % et atteint 315 000 francs.

En 1998, les agriculteurs ont favorisé le financement de leur entreprise plus que leurs dépenses personnelles. L'autofinancement, qui permet d'assurer le remboursement des dettes à long ou moyen terme et de financer une part importante de l'investissement, augmente de nouveau. Il s'accroît de 5,4 % et atteint 122 000 francs. Il est en particulier consacré à l'investissement corporel hors foncier, c'est-à-dire au matériel, aux bâtiments et aux animaux. Les bons résultats permettent de maintenir l'équilibre financier de l'exploitation, en gardant l'endettement sous contrôle. Le poids de la dette croît

En 1998, les exploitants privilégient le financement de leur entreprise plus que leurs dépenses personnelles

faiblement de 30,5 % à 31,1 % et demeure supportable. Il est mesuré par le rapport du remboursement financier à l'excédent brut d'exploitation. Le taux d'endettement, évalué par le rapport de l'endettement au total du bilan, est à son plus bas niveau de la décennie. Il reste à 34,4 % comme en 1997. Au contraire de l'autofinancement, les prélève-

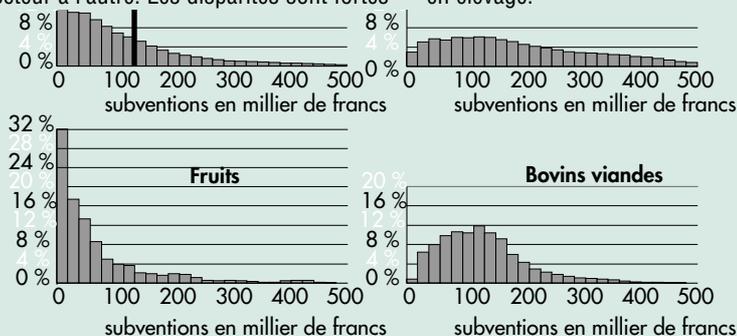
ments privés des exploitants baissent pour s'établir à 193 000 francs. Ils servent à assurer les besoins de l'exploitant et de sa famille et à acquitter des charges sociales qui sont restées

Les subventions

■ L'importance des subventions directes aux exploitants ne se dément pas en 1998. Elles s'élèvent en moyenne à 120 000 francs par exploitation en 1998, soit 2 % de plus qu'en 1997. Les subventions sont vitales pour une grande partie des exploitations. Hors subventions, le résultat courant avant impôts serait négatif pour quelque 140 000 exploitations. Les subventions d'exploitation varient beaucoup selon les productions. Elles se chiffrent en moyenne à 8 000 francs en viticulture d'appellation, 141 000 en production de viande bovine et 225 000 francs en grandes cultures. La part de ces subventions d'exploitation dans la production est de 17 % pour l'ensemble des exploitations. Elle demeure quasi nulle en viticulture d'appellation et faible chez les producteurs de fruits ou en élevage hors sol. Mais elle se monte à 32 % en grandes cultures, et dépasse 40 % chez les producteurs de viande bovine.

en grandes cultures où les primes compensatrices aux céréales, oléagineux, protéagineux sont principalement attribuées en proportion des surfaces. Elles sont plus faibles dans les élevages d'herbivores. Un quart des exploitants de grandes cultures concentrent 51 % des subventions versées pour cette orientation. La même proportion d'exploitants n'accumulent que 45 % des subventions environ en élevage bovin et 47 % en élevage ovin. À l'opposé, le quart des exploitations les moins dotées ne reçoivent que 6 % des subventions en grandes cultures et 10 % en élevage bovin ou ovin. Les différences entre ces orientations apparaissent cependant mineures, par comparaison avec la concentration dans les orientations peu aidées. Ainsi, en maraîchage-horticulture ou en viticulture, une majorité d'exploitants ne reçoit aucune aide, tandis que plus de 90 % des subventions sont perçues par un quart des exploitants. Mais les aides versées à ces derniers sont très loin d'atteindre les montants que l'on peut observer en grandes cultures ou en élevage.

■ La répartition de ces subventions entre les exploitants est également variable d'un secteur à l'autre. Les disparités sont fortes



ments privés des exploitants baissent pour s'établir à 193 000 francs. Ils servent à assurer les besoins de l'exploitant et de sa famille et à acquitter des charges sociales qui sont restées

exploitation progresse moins que les années précédentes.

Les bons résultats des exploitations agricoles en 1998 ne concernent pas les producteurs de porcs. Le revenu courant avant impôt de l'orientation porcins-volailles s'effondre de 78 % et ne se monte plus qu'à 62 000 francs par exploitation. Si le secteur volailles se maintient bien, avec une production en hausse de 68 % pour les poulets de chair, les prix de vente des porcins chutent. En conséquence, la production porcine recule de 241 000 francs par exploitation. Les charges diminuent de 1,5 %, mais ne compensent pas les pertes sur la production. La capacité d'autofinancement est divisée de moitié. Les exploitants

réduisent leurs prélèvements privés. Leurs investissements reculent également mais dans de moindres proportions. Ils font un appel accru au financement à court terme, qui explique la quasi-totalité de la hausse de leur endettement. Autre recul, celui des exploitations de grandes cultures dont le résultat courant régresse de 6,2 % en valeur réelle. La baisse s'explique par le retrait marqué du prix des céréales, qui atteint 9,0 % pour le blé et 5,9 % pour le maïs, mais aussi par une augmentation des charges. Si les exploitants réduisent leurs prélèvements privés, ils développent au contraire leur investissement qui diminuait depuis plusieurs années.

Les résultats sont plus favorables pour l'élevage bovin. Les producteurs laitiers enregistrent une hausse de 4,2 % de leur résultat courant, qui atteint en moyenne 173 000 francs. La production s'élève grâce aux augmentations simultanées des productions animale et laitière. L'activité laitière bénéficie en particulier d'une collecte accrue

pour aider à surmonter la crise dite de la « vache folle ». Les exploitants réduisent légèrement leurs prélèvements privés. L'endettement total des exploitations reste stable.

La croissance du résultat moyen se poursuit en arboriculture fruitière, de 6,2 %, pour un revenu courant de 202 000 francs par exploitation. La valeur de la production décroît pourtant en raison d'accidents climatiques importants. Mais la progression du résultat est assurée par les aides débouquées pour indemniser ces calamités. Les prélèvements privés des exploitants sont en forte augmentation mais les investissements sont en baisse, ce qui limite l'endettement.

Les exploitations de vins d'appellation connaissent une période particulièrement faste. Leur résultat courant s'accroît de 54 % en valeur réelle, culminant à 547 000 francs par exploitation. Le rendement des vignes et le prix des vins progressent. Les exploi-

est néanmoins en hausse, aussi les exploitants diminuent-ils leurs prélèvements privés afin de modérer leur endettement.

Scees - Bureau du Rica

Le Rica

■ Le Réseau d'information comptable agricole (Rica) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables auprès de 62 000 exploitations agricoles. Réalisée dans les quinze États membres selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture. Cet échantillon représente quelque 4 millions d'exploitations, qui constituent 96 % du potentiel économique de l'agriculture européenne. En France, l'échantillon enquêté en 1998 regroupe 7 713 exploitations. Les résultats commentés ici résultent de l'exploitation d'un fichier provisoire de 7 547 unités. Le champ couvre correspond à 404 000 exploitations « professionnelles » d'au moins 12 hectares d'équivalent-blé. L'univers de base servant à la pondération est issu de l'enquête sur la structure des exploitations de 1997.

■ Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon constant et exprimées, sauf exception, en valeur courante. Les données présentées ici sont des valeurs moyennes par exploitation.

Les indicateurs de résultat

■ Le résultat courant avant impôts (RCAI), indicateur central utilisé par le RICA, est la différence entre les produits (y compris les productions immobilisées et stockées) et les charges courantes (y compris des charges calculées, tels les amortissements). Par convention, les charges sociales de l'exploitant ne sont pas déduites. Le RCAI constitue un revenu mixte qui doit permettre de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres. La capacité d'autofinancement diffère du RCAI principalement par le fait qu'elle réintègre les amortissements. Elle exprime un flux potentiel de trésorerie de l'exercice. L'excédent de trésorerie d'exploitation exprime un flux effectif de trésorerie généré par les opérations d'exploitation. Il peut comprendre des encaissements au cours de l'exercice de produits des années précédentes, inversement les produits de l'année qui n'ont pas fait l'objet d'un encaissement ne sont pas retenus.

Le résultat courant des exploitations viticoles d'appellation s'accroît de 54 % et atteint 547 000 francs

et d'une montée des prix. Les exploitants développent ainsi leurs prélèvements privés et investissent sur leurs fonds propres sans aggraver leur endettement. Dans l'orientation bovins viande, le résultat courant stagne à 140 000 francs par exploitation. Production et ventes sont pourtant en augmentation sensible. Mais le résultat courant est obéré par l'alourdissement des charges financières, 1998 ayant vu l'arrêt des remises d'intérêts sur l'endettement des éleveurs

tants augmentent de 17 % leurs prélèvements privés et leurs investissements de 27 %. Leur endettement augmente de 6 %, mais reste raisonnable en regard de leurs excellents résultats économiques. Le résultat courant moyen des autres exploitations viticoles continue de chuter. Il est de 136 000 francs par exploitation, en repli de 8 % par rapport à 1997. Celles qui travaillent pour le secteur des eaux-de-vie sont particulièrement touchées. L'investissement

Pour en savoir plus

■ Résultats nationaux

« Résultats économiques des exploitations agricoles en 1998 », *Agreste - Les Cahiers*, à paraître en mars 2000.

« Rica-France, tableaux standards 1998 », *Agreste - Données chiffrées*, n°121, février 2000, 200 pages.

■ Résultats régionaux

Consultez les services de statistique des directions régionales de l'Agriculture et de la Forêt qui disposent de l'ensemble des résultats.

Quelques valeurs moyennes par exploitation selon les orientations en 1998

	Ensemble	Grandes cultures	Vins d'appellation	Fruits	Bovins lait	Bovins viande	Porcins volailles
Nombre d'exploitations représentées	404 300	91 300	32 800	11 200	67 900	40 300	17 700
Caractéristiques physiques							
Surface agricole utilisée (en ha)	64	99	17	28	53	73	39
dont : SAU en fermage	48	80	10	18	40	46	29
Effectifs animaux (en UGB*)	59	13	1	3	63	84	332
Nombre d'UTA**	1,8	1,6	2,6	3,7	1,6	1,4	1,9
dont : UTA non salariées	1,5	1,3	1,3	1,6	1,5	1,3	1,6
Financement et éléments du bilan (milliers de francs)							
Capacité d'autofinancement	315	366	665	322	259	208	217
Autofinancement	122	124	342	89	104	85	25
Actif immobilisé	1 076	1 053	1 319	878	963	1 150	1 360
Actif circulant	618	580	1 885	623	365	432	603
Stocks	390	288	1 421	257	232	283	424
Capitaux propres	1 113	1 005	2 276	798	922	1 204	782
Endettement total	584	631	931	721	409	379	1 186
Soldes intermédiaires de gestion (milliers de francs)							
Ventes et autoconsommation	708	708	1 171	976	567	341	1 539
- Achats d'animaux	28	16	ε	2	17	40	157
= <i>Ventes et autoconsommation (nette des achats d'anim.)</i>	<i>680</i>	<i>692</i>	<i>1 170</i>	<i>974</i>	<i>550</i>	<i>301</i>	<i>1 383</i>
+ Production stockée (y c. animaux)	17	- 1	170	- 15	13	16	- 48
+ Production immobilisée (hors animaux)	14	5	18	25	12	8	47
+ Produits divers	9	16	17	21	3	3	10
= <i>Production de l'exercice (nette des achats d'animaux)</i>	<i>721</i>	<i>711</i>	<i>1 375</i>	<i>1 005</i>	<i>577</i>	<i>328</i>	<i>1 392</i>
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	1	3	ε	ε	ε	ε	1
- Charges d'approvisionnement	236	276	171	186	166	108	860
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	166	162	212	254	152	104	256
= <i>Valeur ajoutée</i>	<i>320</i>	<i>275</i>	<i>992</i>	<i>566</i>	<i>260</i>	<i>116</i>	<i>277</i>
+ Remboursement forfaitaire TVA	ε	ε	ε	ε	ε	ε	0
+ Subventions d'exploitation	120	225	8	77	58	141	77
+ Indemnités d'assurance	5	6	4	12	2	4	2
- Fermages	50	69	112	42	33	30	29
- Impôts et taxes	12	16	19	11	8	6	11
- Charges de personnel	47	35	177	261	5	7	32
= <i>Excédent brut d'exploitation (EBE)</i>	<i>336</i>	<i>386</i>	<i>697</i>	<i>341</i>	<i>273</i>	<i>218</i>	<i>283</i>
+ Transferts de charges	3	5	9	6	1	1	4
- Dotations aux amortissements	108	136	119	118	84	64	161
= <i>Résultat d'exploitation</i>	<i>232</i>	<i>255</i>	<i>587</i>	<i>230</i>	<i>191</i>	<i>154</i>	<i>127</i>
+ Produits financiers	2	3	2	3	1	1	2
- Charges financières	28	31	42	31	19	15	67
= <i>Résultat courant avant impôts (RCAI)</i>	<i>206</i>	<i>226</i>	<i>547</i>	<i>202</i>	<i>173</i>	<i>140</i>	<i>62</i>
+ Plus ou moins-value sur cession d'actifs immobilisés	11	23	5	6	8	5	6
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	4	2	3	11	3	3	6
+ Profits et charges exceptionnels	1	3	- 1	2	2	3	- 6
= <i>Résultat de l'exercice</i>	<i>222</i>	<i>255</i>	<i>554</i>	<i>222</i>	<i>185</i>	<i>152</i>	<i>69</i>
Subventions (milliers de francs)							
Primes aux bovins mâles	5	2	ε	1	5	18	5
Prime au maintien du troupeau vaches allaitantes	12	4	ε	1	1	65	11
Autres aides au secteur animal	6	1	ε	ε	2	7	9
Aides aux céréales, oléagineux et protéagineux	80	212	3	15	34	16	45
Autres aides au secteur végétal	3	4	2	25	ε	1	1
Aides directes pour handicap géographique	6	ε	ε	1	9	17	2
Autres aides	8	2	2	34	7	17	5
Total des primes et subventions	120	225	8	77	58	141	77

ε : nombre inférieur à 500 francs en valeur absolue

* UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB.

** UTA : unité-travail-année, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Source : Agreste - Rica - Résultats provisoires 1998

Directeur de la publication : J. REY
 Rédacteur en chef : L. BISAUULT
 Composition : Scees (B. POULLETTE)
 Impression : Imprimerie Médous - Toulouse
 Dépôt légal : À parution
 ISSN : 0246-1803

© Agreste 2000



DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIÈRES
 SERVICE CENTRAL DES ENQUÊTES ET ÉTUDES STATISTIQUES
 251, rue de Vaugirard - 75732 PARIS Cedex 15
 Tél. : 01 49 55 85 85